

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200655]

26 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

Vu le décret spécial du 12 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement wallon, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° " Ministre " : un Ministre, Membre du Gouvernement wallon;

2° " loi " : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

3° " décret " : le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Paul Magnette, Ministre-Président, est compétent pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement;

3° l'évaluation, la prospective et la statistique;

4° la coordination du Plan Marshall 4.0;

5° la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels européens, de leur mise en oeuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales, à l'exception de la représentation du Gouvernement au sein des instances de la Grande Région;

6° la coordination de la lutte contre la pauvreté;

7° l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités publiques, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, II, 5°, de la loi;

8° la coordination du plan Pluies;

9° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale;

10° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du Collège des procureurs généraux;

11° l'Espace Wallonie-Bruxelles;

12° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;

13° l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, de la loi;

14° les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 8°, de la loi.

Art. 3. Maxime Prévot, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, est compétent pour :

1° l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à disposition des utilisateurs, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 3°, de la loi;

2° les monuments et les sites, y compris les fouilles, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7°, de la loi;

3° les travaux publics, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 1° à 6°, de la loi, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies hydrauliques, sauf leur dragage, et la sécurité routière y compris la tutelle sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques, à l'exclusion de la mise en oeuvre du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

4° la politique en matière de sécurité routière, telle que visée par l'article 6, § 1^{er}, XII, de la loi;

5° la politique de santé, telle que visée à l'article 3, 6°, du décret;

6° l'aide aux personnes, telle que visée à l'article 3, 7°, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'action sociale et de la tutelle sur ceux-ci;

7° la politique des prix dans les maisons de repos;

8° les prestations familiales visées à l'article 3, 8°, du décret;

9° les grands ouvrages d'art, tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 dressant la liste des voies hydrauliques et de leurs dépendances transférées de l'Etat à la Région wallonne;

10° la promotion des voies navigables et du RAVEL;

11° les aspects régionaux de la mise en oeuvre du plan d'investissement de la SNCB;

12° les règles de police de la navigation sur les voies navigables, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population, de transport de matières radioactives et de transport de matières explosives;

13° les règles de prescriptions d'équipage de navigation intérieure et les règles en matière de sécurité des bateaux de navigation intérieure et des bateaux de navigation intérieure qui sont aussi utilisés pour effectuer des voyages non internationaux par mer;

14° les normes techniques minimales de sécurité en matière de construction et d'entretien des routes et de leurs dépendances, et des voies hydrauliques et leurs dépendances;

15° la réglementation en matière de transport de marchandises dangereuses et de transport exceptionnel par route, à l'exclusion de la réglementation en matière de transport de matières radioactives, de transport d'explosifs et de transport de matières animales qui présentent un danger pour la population;

16° sous la condition de la conclusion d'un accord de coopération conformément à l'article 92bis, § 4^{onies}, et pour une période limitée à la durée de celui-ci, le financement additionnel d'investissements d'aménagement, d'adaptation ou de modernisation de lignes de chemin de fer, ainsi que des équipements complémentaires sur les points d'arrêts non gardés renforçant leur visibilité et leur intermodalité avec les transports publics, les modes actifs, les taxis et les voitures partagées, pour autant qu'ils soient réalisés en sus des investissements repris dans un plan pluriannuel d'investissement effectivement doté, par l'autorité fédérale, de moyens suffisants pour assurer une offre de transport ferroviaire attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport sur l'ensemble du territoire et dans une proportionnalité par rapport au financement fédéral fixée par l'accord de coopération précité;

17° la coordination du plan "Habitat permanent dans les équipements touristiques";

18° l'égalité des chances;

19° les droits des femmes;

20° la procédure judiciaire spécifiquement applicable en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique telle que visée à l'article 6^{quater} de la loi.

Art. 4. Jean-Claude Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique, est compétent pour :

1° l'économie, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, 1° à 3°, et 6° à 8°, de la loi, en ce compris :

a) les P.M.E. et l'agrégation des entrepreneurs;

b) le fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers;

c) les pôles de compétitivité et leur coordination;

d) l'économie sociale;

e) la politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;

f) l'accueil des investissements étrangers;

g) la politique des prix dans le secteur de l'eau;

2° la recherche scientifique, telle que visée à l'article 6^{bis} de la loi;

3° le commerce extérieur;

4° les technologies nouvelles, y compris le réseau des fibres optiques;

5° les télécommunications;

6° les cyber-classes et cyber-écoles;

7° l'économie numérique;

8° les implantations commerciales;

9° la tutelle sur SA SOWAFINAL sans préjudice des compétences spécifiques des Ministres fonctionnels inhérentes aux programmes de financement.

Art. 5. Eliane Tillieux, Ministre de l'Emploi et de la Formation, est compétente pour :

1° la politique de l'emploi, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;

2° la promotion sociale, telle que visée à l'article 3, 2°, du décret;

3° la reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 3°, du décret, sauf en ce qui concerne le secteur agricole;

4° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 3, 4°, du décret.

Art. 6. Carlo Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal est compétent pour :

1° l'aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, à l'exception du 3°, du 4° et du 7°;

2° le développement durable;

3° l'environnement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, II, 1° à 4°, de la loi, en ce compris l'éducation à l'environnement et le dragage des voies hydrauliques, dont le dragage proprement dit, le traitement, le séchage et la valorisation des résidus de dragage;

4° les richesses naturelles, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, VI, 5°, de la loi;

5° le démergement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, III, 9°, de la loi;

6° la mobilité, y compris la mobilité douce, à l'exclusion des voies navigables et du RAVEL;

7° le transport en commun, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, X, 8°, de la loi et les actions du programme 14.02 du budget;

8° le bien-être des animaux, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, XI, de la loi;

9° le transport scolaire, tel que visé à l'article 3, 5°, du décret;

10° la prospective pour l'extension des zones urbaines;

11° la cartographie;

12° la mise en oeuvre du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Art. 7. Christophe Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie, est compétent pour :

1° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6^{quinquies} de la loi;

2° le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

3° la Fonction publique et l'administration, en ce compris le Département des Affaires juridiques du Secrétariat général;

4° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière;

5° la gestion mobilière;

- 6° la simplification administrative;
- 7° l'e-gouvernement et l'informatique administrative;
- 8° l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi, en ce compris la valorisation des terrils;
- 9° le climat.

Art. 8. Pierre-Yves Dermagne, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement, est compétent pour :

- 1° la rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, I, 4°, de la loi;
- 2° le logement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi;
- 3° les pouvoirs subordonnés, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi;
- 4° la tutelle administrative, telle que visée à l'article 7 de la loi;
- 5° la tutelle sur les zones de police, telle que définie par le décret du 12 février 2004 modifiant le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;
- 6° la législation relative aux centres publics d'action sociale et la tutelle sur ceux-ci;
- 7° les grandes villes;
- 8° les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées d'éducation physique, de sports et de vie en plein air, telles que visées à l'article 3, 1°, du décret.

Art. 9. René Collin, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région, est compétent pour :

- 1° la rénovation rurale et la conservation de la nature, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, III, de la loi, le remembrement et l'éducation à la nature;
- 2° l'agriculture, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, V, 1°, 2° et 3°, de la loi, en ce compris l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités agricoles, le Centre de recherches agronomiques de Gembloux, les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles;
- 3° le tourisme, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, VI, 9°, de la loi;
- 4° la reconversion et le recyclage professionnels, tels que visés à l'article 3, 3°, du décret pour ce qui concerne le secteur agricole;
- 5° la représentation du Gouvernement au sein des instances de la Grande Région;
- 6° le fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers;
- 7° les infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, le financement de ces infrastructures et le suivi de ce financement;
- 8° les aéroports tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7° et 9°, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation.

Art. 10. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministres exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Art. 11. Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 12. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié, est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 janvier 2017.

Art. 15. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 janvier 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-Etre animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/200655]

26. JANUAR 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001, vom 12. August 2003, vom 19. Juli 2012 und vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Sonderdekrets vom 12. Juli 1999 zur Erhöhung der Höchstanzahl der Mitglieder der Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden sollte, möglichst effizient zu arbeiten;

Aufgrund der Dringlichkeit, die besonders durch die Notwendigkeit begründet wird, dass die in Anwendung von Artikel 60 des vorerwähnten Sondergesetzes über institutionelle Reformen gebildete Wallonische Regierung die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten hat;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": ein Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung;

2° "Gesetz": das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001, vom 12. August 2003, vom 19. Juli 2012 und vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung;

3° "Dekret": das Dekret vom 11. April 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Paul Magnette, Ministerpräsident, ist zuständig für:

1° die Koordinierung der Regierungspolitik und ihrer Kommunikation;

2° die innerbelgischen Beziehungen, einschließlich der Befassung des Konzertierungsausschusses zwischen der Föderalregierung und den Regierungen der Gemeinschaften und Regionen, die Arbeitsweise der Institutionen und die Beziehungen zum Parlament;

3° die Bewertung, die Zukunftsforschung und die Statistik;

4° die Koordination des Marshallplans 4.0;

5° die Koordinierung der Akten bezüglich der europäischen Strukturfonds sowie deren Umsetzung und Bewertung, einschließlich der Beziehungen zu den europäischen, nationalen und regionalen Einrichtungen, mit Ausnahme der Vertretung der Regierung innerhalb der Instanzen der Großregion;

6° die Koordinierung der Armutsbekämpfung;

7° finanzielle Beteiligungen anschließend an durch allgemeine Naturkatastrophen verursachte Schäden, im Sinne von Artikel 6 § 1 II Ziffer 5 des Gesetzes;

8° die Koordination des Plans "Pluies";

9° die Verteilung der Mittel der Nationallotterie;

10° den Antrag auf die Anordnung von Verfolgungen, die Teilnahme an der Ausarbeitung von Richtlinien im Bereich der Kriminalpolitik und die Teilnahme an den Versammlungen der Generalprokuratoren;

11° den Raum Wallonie-Brüssel;

12° die internationalen Beziehungen, einschließlich der Beziehungen zu den europäischen Einrichtungen, und die in Artikel 6ter des Gesetzes angeführte Entwicklungszusammenarbeit;

13° die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für die Ein- und Ausfuhr betreffend die Armee und die Polizei, und unter Einhaltung der Kriterien, die im Verhaltenskodex der Europäischen Union für Waffenausfuhren festgelegt sind, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 4 des Gesetzes;

14° die Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen betreffend die Armee und die Polizei, im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, Absatz 5 Ziffer 8 des Gesetzes.

Art. 3 - Maxime Prévot, Vizepräsident und Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe, ist zuständig für:

1° den Erwerb, die Einrichtung und die Ausstattung von Geländen für Industrie, Handwerk und Dienstleistungen, oder von sonstigen Aufnahmeinfrastrukturen für Investoren, einschließlich der Investitionen für die Ausstattung von Industriegebieten in der Nähe von Häfen und ihrer Zurverfügungstellung für Benutzer, im Sinne von Artikel 6 § 1 I Ziffer 3 des Gesetzes;

2° die Denkmäler und Landschaften, einschließlich der Ausgrabungen, im Sinne von Artikel 6 § 1 I Ziffer 7 des Gesetzes;

3° die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Art. 6 § 1 X Ziffer 1 bis 6 des Gesetzes, einschließlich der Grünflächen entlang den Straßen und Wasserstraßen, jedoch außer des Ausbaggerns, und die Straßenverkehrssicherheit, einschließlich der Genehmigungsaufsicht über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen, unter Ausschluss der Ausführung des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz;

- 4° die Politik in Sachen Verkehrssicherheit, im Sinne von Artikel 6 § 1 XII des Gesetzes;
- 5° die Gesundheitspolitik, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 6 des Dekrets;
- 6° die Personenpflege, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 7 des Dekrets, mit Ausnahme der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfzentren und deren Aufsicht;
- 7° die Preispolitik in Altenheimen;
- 8° die Familienleistungen, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 8 des Dekrets;
- 9° die großen Kunstbauten, im Sinne des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1993 zur Festlegung der Liste der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen, die der Staat der Wallonischen Region übertragen hat;
- 10° die Förderung der schiffbaren Wasserstraßen und des RAVeL;
- 11° die regionalen Aspekte der Durchführung des Investitionsplans der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen;
- 12° die Polizeiregeln für die Schifffahrt auf schiffbaren Wasserstraßen, mit Ausnahme der Vorschriften im Bereich des Transports von tierischen Stoffen, die eine Gefahr für die Bevölkerung darstellen, des Transports von radioaktiven Stoffen und des Transports von explosionsgefährlichen Stoffen;
- 13° die Regeln für die Besatzungsmitglieder im Bereich der Binnenschifffahrt und für die Sicherheit der Binnenschiffe, einschließlich derjenigen, die ebenfalls für nicht internationale Seereisen benutzt werden;
- 14° die minimalen technischen Sicherheitsnormen für den Bau und die Instandhaltung von Straßen und deren Nebenanlagen, sowie von Wasserstraßen und deren Nebenanlagen;
- 15° die Vorschriften für den Transport gefährlicher Güter und den Sondertransport auf der Straße, mit Ausnahme der Vorschriften im Bereich des Transports von tierischen Stoffen, die eine Gefahr für die Bevölkerung darstellen, des Transports von radioaktiven Stoffen und des Transports von explosionsgefährlichen Stoffen;
- 16° unter der Bedingung des Abschlusses eines Kooperationsabkommens in Übereinstimmung mit Artikel 92*bis* § 4*nonies*, und für einen Zeitraum, der auf dessen Dauer beschränkt ist, die zusätzliche Finanzierung von Investitionen zur Einrichtung, Anpassung oder Modernisierung von Eisenbahnlinien, sowie von zusätzlichen Ausrüstungen an nicht überwachten Halteplätzen, die deren Sichtbarkeit und Intermodalität mit öffentlichen Transportmitteln, aktiven Transportmitteln, Taxis und geteilten Autos verbessern, unter der Bedingung, dass diese Investitionen ergänzend zu Investitionen getätigt werden, die in einem mehrjährigen Investitionsplan angeführt sind, für den die Förderbehörde zureichende Mittel gewährt, um ein attraktives, effizientes und wirksam mit den anderen Transportmitteln auf dem gesamten Gebiet vernetztes Eisenbahntransportangebot zu gewährleisten, unter Einhaltung einer Proportionalität zur föderalen Finanzierung, die im vorgenannten Kooperationsabkommen bestimmt wird;
- 17° die Koordinierung des Plans "Ständiges Wohnen in den touristischen Anlagen";
- 18° die Chancengleichheit;
- 19° die Rechte der Frauen;
- 20° das spezifisch bei Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit anwendbare Gerichtsverfahren, im Sinne von Artikel 6*quater* des Gesetzes;

Art. 4 - Jean-Claude Marcourt, Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien, ist zuständig für:

- 1° die Wirtschaft, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI, Ziffer 1 bis 3, und Ziffer 6 bis 8 des Gesetzes, einschließlich:
- a) der K.M.B. und der Zulassung der Unternehmer;
- b) des wirtschaftlichen Impulsfonds zugunsten der besonders benachteiligten Gebiete, die sich in wirtschaftlicher Umstellung befinden, einschließlich der Koordination der Akten;
- c) der Wettbewerbscluster und ihrer Koordination;
- d) der Sozialwirtschaft;
- e) der Politik der Absatzmärkte und der Ausfuhren und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;
- f) der Betreuung ausländischer Investoren;
- g) der Preispolitik im Wassersektor;
- 2° die wissenschaftliche Forschung, im Sinne von Artikel 6*bis* des Gesetzes;
- 3° den Außenhandel;
- 4° die neuen Technologien, einschließlich des Glasfasernetzes;
- 5° die Telekommunikation;
- 6° die Cyber-Schulen und die Cyber-Klassen;
- 7° die digitale Wirtschaft;
- 8° die Handelsniederlassungen;
- 9° die Aufsicht über die SA SOWAFINAL, unbeschadet der spezifischen, mit den Finanzierungsprogrammen verbundenen Zuständigkeiten der von der Funktion her zuständigen Minister.

Art. 5 - Eliane Tillieux, Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung, ist zuständig für:

- 1° die Beschäftigungspolitik, im Sinne von Artikel 6 § 1 IX des Gesetzes;
- 2° die Sozialförderung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets;
- 3° die berufliche Umschulung und Weiterbildung, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des Dekrets, außer was den Agrarsektor betrifft;
- 4° die Systeme der alternierenden Ausbildung, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 4 des Dekrets.

Art. 6 - Carlo Di Antonio, Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz, ist zuständig für:

- 1° die Raumordnung, im Sinne von Artikel 6 § 1 I des Gesetzes, mit Ausnahme von Ziffer 3, Ziffer 4 und Ziffer 7;
- 2° die nachhaltige Entwicklung;
- 3° die Umwelt, im Sinne von Artikel 6 § 1 II Ziffer 1 bis 4 des Gesetzes einschließlich der Umwelterziehung und des Ausbaggerns der Flüsse und Kanäle, worunter die eigentlichen Ausbaggerarbeiten, die Behandlung, die Trocknung und die Verwertung der Baggergüter;
- 4° die Naturschätze, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 5 des Gesetzes;
- 5° die Wasserhaltung, im Sinne von Artikel 6 § 1 III Ziffer 9 des Gesetzes;
- 6° die Mobilität, einschließlich der sanften Mobilität, unter Ausschluss der Wasserstraßen und des RAVeL;
- 7° den öffentlichen Verkehr, im Sinne von Artikel 6 § 1 X Ziffer 8 des Gesetzes und die Aktionen von Programm 14.02 des Haushaltsplans;
- 8° den Tierschutz, im Sinne von Artikel 6 § 1 XI des Gesetzes;
- 9° den Schülertransport, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 5 des Dekrets;
- 10° die zukunftsorientierten Untersuchungen betreffend die Weiterentwicklung städtischer Gebiete;
- 11° die Kartographie;
- 12° die Ausführung des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz.

Art. 7 - Christophe Lacroix, Minister für Haushalt, öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Energie, ist zuständig für:

- 1° die Beglaubigung der Immobilienurkunden, im Sinne von Artikel 6 *quinquies* des Gesetzes;
- 2° den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1993 zur Schaffung von fünf öffentlich-rechtlichen Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens und der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen übertragenen Zuständigkeiten in Steuerfragen;
- 3° den öffentlichen Dienst und die Verwaltung, einschließlich der Abteilung Rechtsangelegenheiten des Generalsekretariats;
- 4° die Standortwahl der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung;
- 5° die Mobiliarvermögensverwaltung;
- 6° die administrative Vereinfachung;
- 7° das E-Government und die Informatik in der Verwaltung.
- 8° die Energie, im Sinne von Artikel 6 § 1 VII des Gesetzes, einschließlich der Erschließung von Halden;
- 9° das Klima;

Art. 8 - Pierre-Yves Dermagne, Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen, ist zuständig für:

- 1° die Stadterneuerung, im Sinne von Artikel 6 § 1 I Ziffer 4 des Gesetzes;
- 2° das Wohnungswesen, im Sinne von Artikel 6 § 1 IV des Gesetzes;
- 3° die untergeordneten Behörden, im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII des Gesetzes;
- 4° die Verwaltungsaufsicht, im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes;
- 5° die Aufsicht über die Polizeizonen, im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region;
- 6° die Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfeeinheiten und deren Aufsicht;
- 7° die großen Städte;
- 8° die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Infrastrukturen für Leibeserziehung, Sport und Leben im Freien, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets.

Art. 9 - René Collin, Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion, ist zuständig für:

- 1° die ländliche Erneuerung und die Erhaltung der Natur, im Sinne von Artikel 6 § 1 III des Gesetzes, einschließlich der Wasserhaltung, der Flurbereinigung und der Naturerziehung;
- 2° die Landwirtschaft, im Sinne von Artikel 6 § 1 V Ziffer 1, 2 und 3 des Gesetzes, einschließlich der finanziellen Beteiligung anschließend an Schäden durch landwirtschaftliche Katastrophen, des Zentrums für agronomische Forschung von Gembloux, der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;
- 3° den Tourismus, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 9 des Gesetzes;
- 4° die berufliche Umschulung und Weiterbildung, im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des Dekrets, was den Agrarsektor betrifft;
- 5° die Vertretung der Regierung innerhalb der Instanzen der Großregion;
- 6° den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung, einschließlich der Koordinierung der Akten;
- 7° die Infrastrukturen welcher Art auch immer zur Betreuung der frühen Kindheit, die Finanzierung dieser Infrastrukturen und die Überwachung dieser Finanzierung.
- 8° die Flughäfen, im Sinne von Art. 6 § 1 X Ziffer 7 und 9 des Gesetzes sowie deren Ausstattung und Betrieb.

Art. 10 - Die Dekretentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden von dem Minister unterzeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretentwurfs bzw. des Erlasses bildet.

Die Erlasse und Beschlüsse der Regierung im Bereich des öffentlichen Dienstes für die Einrichtungen öffentlichen Interesses werden gemeinsam durch den mit dem öffentlichen Dienst beauftragten Minister und durch den bzw. die Minister, der bzw. die die Aufsicht über die betroffenen Einrichtungen öffentlichen Interesses ausübt bzw. ausüben, unterzeichnet.

Art. 11 - Falls eine Vollmacht gemäß dem Erlass zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erteilt worden ist, werden die Erlasse von dem Minister unterzeichnet, dem diese Vollmacht erteilt worden ist.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Ministers kann dieser den Minister bezeichnen, der befugt ist, in seinem Namen und für seine Rechnung zu zeichnen.

Art. 12 - In der Unterschrift der Dekrete und Erlasse kann der Titel des Ministers nur den Bereich, der Gegenstand der betreffenden Dekrete und Erlasse ist, anführen.

Die Dekrete und Erlasse der Regierung werden vom Ministerpräsidenten gegengezeichnet.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 2014 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, in seiner abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am 27. Januar 2017 in Kraft.

Art. 15 - Die Minister werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Januar 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Vizepräsident und Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J-C. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Energie

C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen

P-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200655]

26 JANUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten.

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op het bijzonder decreet van 12 juli 1999 tot opvoering van het maximaantal Regeringsleden;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Overwegende dat de Regering in staat dient te worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, inzonderheid ingegeven door de noodzaak voor de Waalse Regering, samengesteld overeenkomstig artikel 60 van voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, om de continuïteit van de openbare dienstverlening te vrijwaren;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "Minister": een lid van de Waalse Regering;

2° « wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "decreet": het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt.

Art. 2. Paul Magnette, Minister-President, is bevoegd voor :

1° de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededeling ervan;

2° de onderlinge Belgische betrekkingen, met inbegrip van de aanhangigmaking van zaken bij het overlegcomité " Federale Regering, Gemeenschaps- en Gewestregeringen ", alsmede de werking van de instellingen, met inbegrip van de betrekkingen met het Parlement;

3° de evaluatie, het prospectief beleid en statistiek;

4° de coördinatie van het plan Marshall 4.0;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Europese Structuurfondsen, van hun uitvoering en evaluatie, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, de nationale en de gewestelijke instellingen, met uitzondering van de vertegenwoordiging van de Regering binnen de instanties van de Grote Regio;

6° de coördinatie van de armoedebestrijding;

7° de financiële tegemoetkoming naar aanleiding van schade veroorzaakt door algemene rampen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 5°, van de wet;

8° de coördinatie van het plan " P.L.U.I.E.S. ";

9° de verdeling van de middelen afkomstig van de Nationale Loterij;

10° het verzoek om vervolgingen te gelasten, de deelneming aan de uitwerking van richtlijnen inzake het strafbeleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van de procureurs-generaal;

11° de "Espace Wallonie-Bruxelles";

12° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen en de ontwikkelings samenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;

13° de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik of voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie, en mits naleving van de criteria die bepaald zijn door de Gedragscode van de Europese Unie inzake wapenuitvoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4°, van de wet;

14° de licenties voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik of voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, vijfde lid, 8°, van de wet.

Art. 3. Maxime Prévot, Vice-Minister-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed, is bevoegd voor :

1° de aankoop, de aanleg, de uitrusting van gronden voor industrie, ambachtswezen en diensten of van andere onthaalinfrastructuren voor investeerders, met inbegrip van de investeringen voor de uitrusting van industriezones bij de havens en de beschikbaarstelling daarvan voor de gebruikers, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 3°, van de wet;

2° de monumenten en landschappen, met inbegrip van de opgravingen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7°, van de wet;

3° de openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1° tot 6°, van de wet, met inbegrip van de langs de wegen en bevaarbare waterwegen gelegen groengebieden, behalve het uitbaggeren van de waterwegen, en de verkeersveiligheid, met inbegrip van het toezicht op de aanvullende reglementen voor openbare wegen, onder uitsluiting van de uitvoering van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen;

4° het beleid inzake de verkeersveiligheid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, XII, van de wet;

5° het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, van het decreet;

6° de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet, met uitzondering van de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;

7° het prijzenbeleid in de rustoorden;

8° de gezinsbijslag bedoeld in artikel 3, 8°, van het decreet;

9° de grote kunstwerken zoals bepaald in het koninklijk besluit van 2 februari 1993 tot vaststelling van de lijst van de waterwegen en hun aanhorigheden overgedragen van de Staat aan het Waalse Gewest;

10° de bevordering van de waterwegen en van het RAVEL-wegennet;

11° de gewestelijke aspecten van de uitvoering van het investeringsplan van de NMBS;

12° de ordehandavingsregels voor het verkeer over de waterwegen, onder uitsluiting van de regelgeving inzake nucleair vervoer, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking;

13° de bemanningsvoorschriften voor de binnenscheepvaart en de regels ter zake van de veiligheid van de boten in de binnenscheepvaart en van de boten in de binnenscheepvaart die eveneens worden gebruikt om niet-internationale reizen over de zee te verrichten;

14° de minimale technische veiligheidsnormen inzake het bouwen en onderhouden van wegen en hun aanhorigheden, en van waterwegen en hun aanhorigheden;

15° de reglementering inzake het vervoer van gevaarlijke goederen en uitzonderlijk vervoer over de weg, met uitsluiting van de regelgeving inzake nucleair vervoer, het vervoer van explosieven en het vervoer van dierlijke stoffen die een gevaar vormen voor de bevolking;

16° onder de voorwaarde van het afsluiten van een samenwerkingsakkoord overeenkomstig artikel 92bis, § 4^{onies}, en voor een periode die beperkt is tot de duur ervan, de bijkomende financiering voor investeringen in de aanleg, aanpassing of modernisering van de spoorlijnen, alsook van de bijkomende uitrusting op de onbewaakte stopplaatsen, om hun zichtbaarheid en intermodaliteit met openbaar vervoer, actieve vervoerswijzen, taxi's en autofodelen te verbeteren voor zover deze verder gaan dan de investeringen die voorzien zijn in een meerjareninvesteringsplan dat effectief in voldoende financiering door de federale overheid voorziet teneinde een aantrekkelijk en performant aanbod voor het spoorvervoer dat goed aansluit op de andere vervoermiddelen te verzekeren op het gehele grondgebied, en in een door het bovengenoemde samenwerkingsakkoord vastgelegde evenredigheid ten opzichte van de federale financiering;

17° de coördinatie van het plan "Permanente bewoning in de toeristische uitrustingen";

18° de gelijke kansen;

19° de rechten van de vrouwen;

20° de gerechtelijke procedure die bijzonder van toepassing is in geval van onteigening ten algemene nutte, zoals bedoeld in artikel 6^{quater} van de wet.

Art. 4. Jean-Claude Marcourt, Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën, is bevoegd voor :

1° de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 1° tot 3°, en 6° tot 8°, van de wet, met inbegrip van :

a) de kmo's en de erkenning van de ondernemers;

b) het economisch impulsfonds ten gunste van de meest benadeelde reconversiegebieden, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers;

c) de concurrentiepolen en de coördinatie ervan;

d) de sociale economie;

e) het afzetmarktbeleid en de uitvoer en de promotie van land- en tuinbouwproducten buiten het gewest;

f) de begeleiding van buitenlandse investeringen;

g) het prijzenbeleid in de watersector;

2° het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6^{bis} van de wet;

3° de buitenlandse handel;

4° de nieuwe technologieën met inbegrip van het glasvezelnet;

5° de telecommunicatie;

6° de cyberscholen en de cyberklassen;

7° de digitale economie;

8° de handelsvestigingen;

9° het toezicht op de "SA SOWAFINAL" onverminderd de specifieke bevoegdheden van de vakministers inherent aan de financieringsprogramma's.

Art. 5. Eliane Tillieux, Minister van Tewerkstelling en Vorming, is bevoegd voor :

1° het werkgelegenheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;

2° de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet;

3° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, behalve in de landbouwsector;

4° de stelsels inzake alternerende opleiding bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet.

Art. 6. Carlo Di Antonio, Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn, is bevoegd voor :

1° de ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, met uitzondering van 3°, 4° en 7°;

2° de duurzame ontwikkeling;

3° het leefmilieu zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1° tot 4°, van de wet waaronder milieuopvoeding en het uitbaggeren van rivieren en kanalen, waaronder het eigenlijke uitbaggeren zelf, de behandeling, de droging en de valorisering van baggerresten;

4° de natuurlijke rijkdommen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 5° van de wet;

5° de ontwatering zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, 9°, van de wet;

6° de mobiliteit, met inbegrip van de zachte mobiliteit, met uitzondering van de waterwegen en van het RAVEL-wegennet;

7° het openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de wet en de acties van begrotingsprogramma 14.02;

8° het dierenwelzijn, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, XI, van de wet;

9° het leerlingenvoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet;

10° het prospectief onderzoek voor de uitbreiding van de stedelijke gebieden;

11° de cartografie;

12° de uitvoering van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen.

Art. 7. Christophe Lacroix, Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie, is bevoegd voor :

1° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6*quinquies* van de wet;

2° de begroting, de financiën en de Schatkist, met inbegrip van de uitvoering van het decreet van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerde onderwijs en de fiscale bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;

3° de Ambtenarenzaken en de overheidsbesturen, met inbegrip van het Departement Juridische Zaken van het Secretariaat-generaal;

4° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende goederen;

5° het roerend beheer;

6° de administratieve vereenvoudiging;

7° de E-Government en administratieve informatica;

8° de energie zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet, met inbegrip van de valorisering van de terrils;

9° het klimaat.

Art. 8. Pierre-Yves Dermagne, Minister van Lokale Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting is bevoegd voor :

1° de stadsvernieuwing, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 4°, van de wet;

2° de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet;

3° de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de wet;

4° het administratief toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet;

5° het toezicht op de politiezones zoals omschreven bij het decreet van 12 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 1 april 1999 tot regeling van het toezicht op de gemeenten, provincies en intercommunales van het Waalse Gewest;

6° de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;

7° de grote steden;

8° de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en private infrastructuur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet.

Art. 9. René Collin, Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio, is bevoegd voor :

1° de landinrichting en het natuurbehoud, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet, de ruilverkaveling en de natuuroopvoeding;

2° de landbouw, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, 1°, 2° en 3°, van de wet, met inbegrip van financiële tegemoetkoming naar aanleiding van schade veroorzaakt door landbouwrampen, het "Centre wallon de recherches agronomiques" van Gembloux, de slachthuizen en de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;

3° het toerisme, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 9°, van de wet;

4° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, voor de landbouwsector;

5° de vertegenwoordiging van de Regering binnen de instanties van de Grote Regio;

6° het impulsfonds voor landelijke economische ontwikkeling, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers;

7° de opvanginfrastructuur voor peuters, ongeacht de aard ervan, de financiering van die infrastructuur en de opvolging van die financiering;

8° de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7° en 9°, van de wet, alsook de uitrusting en exploitatie daarvan.

Art. 10. De binnen de Regering beraadslaagde decreetsontwerpen en besluiten worden ondertekend door de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop zij betrekking hebben.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake ambtenarenzaken voor overheidsinstellingen worden samen ondertekend door de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefenen op de betrokken overheidsinstellingen.

Art. 11. Als een delegatie wordt verleend overeenkomstig het besluit tot regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie die delegatie wordt verleend.

Bij afwezigheid of verhinderd van een minister kan deze de Minister aanwijzen die gemachtigd is om in zijn naam en opdracht te tekenen.

Art. 12. In de ondertekening van de decreten en de besluiten hoeft in de titel van de Minister enkel de aangelegenheid vermeld te worden die betrekking heeft op die decreten en besluiten.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 27 januari 2017.

Art. 15. De Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 januari 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Vice-Minister-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,

afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/10309]

15 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 912.015,00 € en application de l'ordonnance du 13 février 2003

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 18 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2016 notamment le crédit disponible à l'allocation de base 10.005.27.04.43.21;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'accord du Ministre chargé des finances et du Budget;

Considérant que l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites « roms » et aux gens du voyage est une tâche d'intérêt communal;

Considérant que les Centres Publics d'Action Sociale participent au premier plan à cette tâche;

Considérant que l'exercice de cette tâche entraîne un déficit budgétaire des Centres Publics d'Action Sociale, pris en charge par les communes;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale permet de contribuer à l'assainissement des finances des communes qui assument ce déficit;

Sur proposition du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Après en avoir délibéré,

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/10309]

15 DECEMBER 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een bijzondere subsidie van 912.015,00 € aan de negentien gemeenten van het Brussels Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 18 december 2015 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2016, inzonderheid het krediet dat staat ingeschreven op de basisallocatie 10.005.27.04.43.21;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister bevoegd voor Financiën en Begroting;

Overwegende dat het verlenen van bijstand aan migranten, daklozen, de zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners een taak van gemeentelijk belang vormt;

Overwegende dat de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in eerste lijn deelnemen aan het vervullen van deze taak;

Overwegende dat het vervullen van deze taak leidt tot een begrotingstekort van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeenten ten laste wordt genomen;

Overwegende dat de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan bijdragen tot de aanzuivering van de financiën van de gemeenten die dit tekort ten laste nemen;

Op de voordracht van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Na beraadslaging,